

**OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS**

**PROJET DE STRATÉGIE
RÉGIONALE POUR
L'AFRIQUE 2022-2016**

A. SOMMAIRE	3
B. CONTEXTE ET ANALYSE DU SECTEUR : L'économie politique de l'Afrique	4
C. UNE NOUVELLE OSF EN AFRIQUE : notre rôle, notre vision, notre mission et nos principes. ..	7
D. COMMENT LE CHANGEMENT SE PRODUIT : théorie du changement et approches	9
E. PRIORITÉS, ZONES GÉOGRAPHIQUES ET ECHEANCES DU PROGRAMME	12
1. EXPRESSION ET PARTICIPATION	13
3.1 Résister à la captation des processus et institutions démocratiques pour se défendre contre la montée de l'autoritarisme	14
3.2 Résister à la captation des processus et des institutions électoraux	14
3.3 Promouvoir l'accès à l'information, les droits numériques et les médias indépendants	14
3.4 Promouvoir les arts et la culture pour l'expression et la participation	15
3.5 Soutenir les défenseurs des droits de l'homme dans la promotion des droits et la contestation des abus de pouvoir par les acteurs étatiques et non étatiques	15
2. SECURITE ET DROITS	16
2.1 Apporter notre appui pour une supervision civile et pour un secteur de la sécurité responsable	16
2.2 Soutenir le changement de récit sur l'insécurité et le terrorisme	17
2.3 La sécurité et la sûreté des femmes et des filles dans les zones de conflit et des groupes minoritaires sexuels et de genre ont progressé	17
3. RESPONSABILISATION ET JUSTICE	17
3.1 Promouvoir la transformation et le renouvellement des institutions pour la responsabilisation et la justice	18
3.2 Renforcer les mécanismes nationaux, régionaux et continentaux en matière de droits de l'homme et de responsabilisation juridique afin d'améliorer la protection des droits de l'homme et l'accès à la justice	18
3.3 Remettre en question le pouvoir des entreprises afin de garantir que les institutions publiques fonctionnent sans mainmise	18
3.4 Soutenir et renforcer les mouvements intersectionnels de grande ampleur pour faire progresser les droits de l'homme et le programme de responsabilisation aux niveaux national, régional et international	19
4. OPPORTUNITE ET ÉQUITÉ	19
4.1 Accès à la justice et droits des personnes marginalisées	20
4.2 Lutter contre les inégalités en soutenant les politiques et les pratiques transformatrices	20
4.3 Soutenir les catalyseurs et les réformes économiques en faveur d'économies durables, inclusives et centrées sur les personnes	21
4.4 Gouvernance climatique mondiale équitable et justice, fondée sur les droits de l'homme	22
5. DROITS DES FEMMES	23
5.1 Positionner les droits des femmes africaines au niveau mondial	23
5.2 Renforcer le secteur pour ancrer les activités des autres piliers	23
5.3 Soutenir les mouvements féministes intersectionnels	23
5.4 Renforcer la production et l'assimilation de connaissances féministes intersectionnelles ...24	
6. INITIATIVES SPÉCIALES	24
6.1 Redynamisation de la société civile panafricaine : décolonisation du monde universitaire et influence accrue de la recherche et des politiques	24
6.2 Faire progresser l'influence africaine dans le monde	25

ACRONYMES

CADHP	Commission africaine des droits de l'homme et des peuples
ZLECA	Zone de libre-échange continentale africaine
BAD	Accords multilatéraux sur l'environnement
AfRO	Bureau régional pour l'Afrique
AIRI	Institut africain des relations internationales
UA	Union Africaine
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.
COVID-19	Coronavirus 2019
OSC	Organisation des Sociétés Civiles
EPRDF	Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien
CLIP	Consentement libre, préalable et éclairé
DDH	Défenseurs des droits de l'homme
TIC	Technologie de l'information et de la communication
IFIs	Institutions financières internationales
LGBTQI+	Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers et intersexes plus
SEA	Suivi, évaluation et apprentissage
ONG	Organisation non-gouvernementale
OSF	Les Fondations Open Society
OSF-Afrique	Les Fondations Open Society - Afrique
OSF-SA	Fondations Open Society pour l'Afrique du Sud
OSIEA	Open Society Initiative pour l'Afrique de l'Est
OSISA	Open Society Initiative pour l'Afrique australe
OSIWA	Open Society Initiative pour l'Afrique de l'Ouest
OSUN	Réseau universitaire Open Society
CER	Communautés économiques régionales
SAPS	Programmes d'ajustement structurel
SEDF	Fonds de développement économique Soros
PME	Les Petites et Moyennes Entreprises
SDSR	La Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs
FDDH	Femmes Defenseuses de Droits de l'Homme
OMC	Organisation mondiale du commerce

A. SOMMAIRE

Cette stratégie « Une Afrique » (2022-6) a été élaborée sur une période intensive de huit mois dans le cadre d'un processus impliquant le personnel de nos cinq entités (AfRO, OSF-SA, OSISA, OSIEA et OSIWA). Elle définit l'orientation générale de l'OSF en Afrique pour les cinq prochaines années. Elle est flexible, compte tenu de notre complexité et de notre diversité, afin de permettre une adaptation nécessaire dans les différents contextes et au fil du temps.

Nous avons élaboré cette stratégie intégrée « Une Afrique » afin de mieux optimiser nos ressources et notre impact. Nos activités et ceux des personnes que nous soutenons sont soumis à une contrainte supplémentaire due à la COVID-19. Nous devons déployer de manière plus stratégique les ressources que nous sommes chargés de gérer. Cela implique de changer les mentalités, les méthodes de travail et les partenariats. Notre processus d'élaboration de la stratégie s'est également déroulé dans un environnement interne et externe qui a changé, ce qui nous a donné l'occasion de briser les cloisonnements géographiques, tout en reconnaissant que le niveau national reste le principal espace où sont prises les décisions influençant les questions de société ouverte.

La stratégie part du principe que les retombées politiques, économiques et sociales mondiales dues à COVID-19 aggraveront l'insécurité, l'injustice et l'inégalité, et affecteront de manière disproportionnée les plus vulnérables. Mais les défis d'aujourd'hui (montée de l'autoritarisme, désinformation, violations des droits de l'homme, absence ou inégalité d'accès aux services sociaux et inégalités) ne sont pas uniquement dus à la COVID-19. Ils reflètent des problèmes structurels qui s'enveniment depuis de nombreuses années. Une mainmise est exercée par les élites politiques et par les entreprises (qui travaillent souvent ensemble) sur le pouvoir politique et économique. Ils exercent ce pouvoir dans leur propre intérêt, et non dans celui du peuple, avec peu ou pas de responsabilisation. En raison des politiques, des lois et des pratiques discriminatoires et répressives, les personnes, notamment les plus vulnérables, restent exclues des opportunités politiques, économiques et sociales et de la protection des droits de l'homme. Les femmes sont majoritaires, mais la traduction de leur nombre en termes d'accès et de contrôle dans la prise de décision ainsi que des ressources clés, des biens et des services publics, reste limitée. Les femmes continuent de subir des discriminations fondées sur le sexe et l'inégalité entre les sexes est un facteur important des violences familiales et sexuelles.

Nous travaillerons et apporterons notre aide aux personnes et aux communautés qui subissent l'autocratie, l'injustice, l'impunité, la pauvreté, l'exclusion et l'inégalité dans les pays et les régions. Nous donnerons la priorité à la diversité, à l'équité et à l'inclusion, en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes. Nos activités seront organisés autour de quatre piliers reflétant les ambitions mondiales d'OSF : expression et participation ; sécurité et droits ; responsabilisation et justice ; et opportunité et équité.

Au titre de ces quatre piliers, nous poursuivrons les objectifs stratégiques suivants :

1. *Expression et participation*: Amplifier la voix des gens, en s'organisant intentionnellement pour s'exprimer et participer à la vie publique, contester et perturber l'exercice d'un pouvoir incontrôlé et demander des comptes aux organismes publics et privés ;
2. *Sécurité et droits* : Promouvoir une approche de la gouvernance et de responsabilisation du secteur de la sécurité fondée sur les droits et répondre aux défis actuels et nouveaux en matière de sécurité ;
3. *Responsabilisation et justice*: Promouvoir des démocraties responsables, justes et inclusives, régies par le droit, dans lesquelles les droits sont promus et protégés ;
4. *Opportunité et équité*: Soutenir les normes, politiques et pratiques économiques et sociales progressistes qui créent des opportunités et favorisent l'égalité et les droits.

Cette stratégie représente à la fois la continuité et le changement. Alors que de nombreux progrès ont été réalisés par les militants africains au cours des deux dernières décennies, on assiste aujourd'hui à un assaut soutenu des ennemis de la société ouverte contre les lois, les politiques et les mouvements pour lesquels nos collègues de

la société civile se sont battus. L'audace face aux opposants et notre insistance à financer un ensemble de voix diverses et inhabituelles ont été des éléments déterminants de nos stratégies au cours des 20 dernières années. Cela va continuer. Cependant, notre nouvelle stratégie nous donne l'occasion de fermer les voies qui ne nous ont pas permis d'aboutir là où nous l'espérions et d'explorer de nouvelles alternatives là où c'est nécessairement en matière de justice intersectionnelle. Cette stratégie ne sera pas appliquée uniformément sur tout le continent, car les circonstances nationales et régionales détermineront la meilleure façon de la mettre en œuvre dans les différentes zones géographiques.

Enfin, nous sommes conscients des tensions créées par la transformation en cours de l'OSF. Notre promesse est d'être transparent et guidé par des valeurs qui comprennent une éthique féministe, l'inclusion, la solidarité panafricaine et la responsabilisation.

B. CONTEXTE ET ANALYSE DU SECTEUR : L'économie politique de l'Afrique

OSF a débuté ses activités en Afrique durant les décennies d'espoir pour le continent. OSF-SA a débuté ses activités en 1993, alors que l'Afrique du Sud se préparait à ses premières élections démocratiques. En Afrique australe, la première fondation régionale a été inaugurée lorsque la fin de l'apartheid et la décolonisation de la Namibie ont accompagné la fin des guerres civiles en Angola et au Mozambique. OSF a inauguré sa deuxième fondation régionale en Afrique de l'Ouest, où la plupart des pays francophones connaissaient une transition démocratique, initiée par une vague de conférences nationales. La fin des régimes militaires au Ghana et au Nigeria a donné lieu aux premières élections pluralistes dans ces pays. OSIWA a installé ses bureaux à Dakar l'année où le Sénégal a connu sa première transition démocratique avec la prise du pouvoir par l'opposition. L'OSIEA a débuté ses activités pendant l'euphorie de la première transition démocratique au Kenya, alors que les gouvernements issus des révolutions armées en Éthiopie, en Érythrée, au Rwanda et en Ouganda promettaient de projeter l'Afrique de l'Est vers une démocratie de développement sans précédent.

Le vent de changement et d'espoir qui balaie alors le continent voit l'émergence d'une société civile déterminée à faire en sorte que les politiques publiques matérialisent les transformations promises. Les groupes ont intensifié l'éducation civique et amélioré les techniques d'observation et de protection des élections. Les organisations se sont efforcées de garantir un meilleur accès à la justice. Les militants ont analysé l'impact des choix budgétaires sur la qualité de vie des gens et ont effectué un suivi des dépenses publiques. Les gouvernements et les institutions publiques ont fait des progrès en rendant les procédures de prise de décision transparentes et ouvertes à une plus grande participation du public.

La fin de la guerre froide a amené certains à prédire la perte d'intérêt géostratégique pour l'Afrique. Comme pour démentir ces prévisions, une double révolution a fleuri. La révolution démocratique - également appelée deuxième révolution après le mouvement d'indépendance des années 1960 - a débuté au début des années 1990. Et la « Renaissance africaine » poussée par la transformation de l'OUA en UA. La révolution démocratique a été caractérisée par une vague sans précédent d'établissement de normes et de renforcement des institutions en faveur du constitutionnalisme, des lois et des pratiques pour une meilleure gouvernance et un plus grand respect des droits de l'homme. Des institutions nationales de défense des droits de l'homme et des organismes de lutte contre la corruption ont été mis en place, le système judiciaire a été renforcé ainsi que les institutions de contrôle telles que les commissions parlementaires ou les contrôleurs des comptes publics. L'UA et les blocs régionaux ont également adopté des règles et des normes pour promouvoir les principes et les institutions démocratiques, lutter contre les changements anticonstitutionnels des gouvernements et promouvoir la participation populaire et les droits de l'homme. Parmi les documents fondateurs figurent l'Acte constitutif de l'UA (2000), le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD, 2001), le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP, 2002), la Convention de l'UA sur la prévention et la lutte contre la corruption (2003) et la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (2007).

Il est paradoxal que l'intérêt pour l'Afrique en tant que marché frontalier et théâtre de batailles idéologiques

géopolitiques et sécuritaires refasse surface aujourd'hui, alors que les deux révolutions décrites ci-dessus sont en voie d'essoufflement. Depuis le début des années 2010, on assiste à une érosion des acquis démocratiques des trois dernières décennies. Bien qu'Afrobaromètre, l'organisme panafricain de sondage et de recherche, continue d'enregistrer l'attachement populaire à la démocratie, l'euphorie des années 1990 s'est évaporée. Le constitutionnalisme est à l'arrêt, les avancées constitutionnelles, telles que la limitation des mandats présidentiels, sont mis à mal. La participation populaire a été réduite à des formalités, les élections pluralistes produisant des gouvernements autoritaires. Les institutions nationales de défense des droits de l'homme et de lutte contre la corruption sont défaillantes, tandis que le système judiciaire a été affaibli, par cooptation, intimidation et asphyxie financière.

Les progrès se sont avérés plus fragiles que prévu. Ces transitions ont eu lieu au plus fort de la vague néolibérale, dont le programme de bonne gouvernance comportait une définition étroite de la démocratie, à savoir le multipartisme, les élections libres et équitables, le constitutionnalisme et l'État de droit. Cette approche formelle résultait de la notion de transition démocratique détachée du programme économique et social, qui obligeait les États africains à se libéraliser, à ouvrir leurs marchés naissants à la concurrence étrangère et à se désengager de la transformation structurelle et des services publics tels que l'éducation et la santé.

Une tendance notable consiste à isoler les problèmes économiques des problèmes politiques et sociaux et à insister pour qu'ils soient traités en priorité. La première génération de dirigeants politiques de l'après-indépendance était constituée de dirigeants communautaires et syndicaux qui devaient leur réputation d'organiseurs de masse et leur participation à la lutte pour l'émancipation politique après la Seconde Guerre mondiale. À partir des années 1980, l'Afrique a vu émerger une nouvelle classe de dirigeants politiques qui fondent leur réputation sur leur expertise économique. Certains viennent directement des IFI et n'ont que peu ou pas d'expérience en matière d'organisation communautaire ou syndicale. Les organismes publics sont envahies par des experts techniques. La poursuite de la croissance économique et le maintien d'un climat favorable aux affaires passent désormais avant la lutte contre les inégalités et le faible pouvoir d'achat de la population. Les réformes sont évaluées en fonction de leur solidité technique plutôt que de leur impact politique et social. Tout au long de la conception et de la mise en œuvre de ces réformes, les opinions des IFI et des agences de notation l'emportent sur celles des parlements et des groupes d'intérêt nationaux. Les formes de consultation politique, telles que les élections et les débats parlementaires, sont considérées comme une nuisance si elles menacent l'efficacité.

Les tentatives visant à isoler l'économie des interférences politiques se sont avérées illusoire et contre-productives. L'orthodoxie économique néolibérale dominante a conduit à l'atrophie des États africains, à une érosion des investissements dans les biens et services publics et à un désintérêt pour les impacts du changement climatique. Ce raisonnement n'a pas seulement émergé de l'extérieur, il est également omniprésent parmi les élites politiques et économiques du continent, ainsi que dans les politiques internes autodestructrices.

Nous le voyons, par exemple, dans les conséquences de la vague néolibérale de libéralisation et de privatisation en Afrique. Tous deux ont été adoptés pour apporter une discipline commerciale dans le mode de fonctionnement de l'État en réduisant son emprise sur l'économie. Cela devait à son tour donner naissance à un groupe d'entreprises locales qui prospérerait sans l'interventionnisme de l'État - une thèse inspirée de l'Europe du XIXe siècle, où la montée d'une bourgeoisie économique a favorisé la naissance des libertés politiques. En Afrique, cependant, c'est le contraire qui s'est produit. Dans certains cas, lorsque l'élite économique était faible ou devait encore se construire, la libéralisation et la privatisation ont permis à l'élite politique d'exercer une mainmise sur les ressources publiques pour son propre compte. Dans d'autres cas, ils ont créé une dépendance de l'élite économique vis-à-vis des ressources publiques, l'empêchant de faire contrepoids à l'élite politique. La complicité entre les élites économiques et politiques et l'État se déroule de manière vicieuse. Pour prospérer, l'élite économique a tendance à prendre le contrôle de l'État et à exercer une mainmise sur celui-ci. De son côté, l'élite politique est trop ancrée dans l'économie pour que l'État puisse fonctionner correctement en tant que garant de l'intérêt public et régulateur de l'élite économique. Les gouvernements ont donc recours à des politiques coercitives et impopulaires qui nuisent à la transparence et ferment l'espace civique.

L'érosion du contrat social entre un État captif et une population appauvrie explique pourquoi les acquis de la construction nationale des décennies précédentes s'effilochent. Cette érosion a donné naissance à son fondamentalisme et à un extrémisme violent de la part d'acteurs non étatiques. Avec toute l'Afrique de l'Ouest désormais à la portée des fondamentalistes, par exemple, la violence n'est plus l'apanage des États en déliquescence, ni confinée à des territoires ou des segments de la société abandonnés par l'État. Au Mali, l'extrémisme violent a émergé alors même que le gouvernement était applaudi pour sa « démocratie consensuelle » qui cherchait à contourner les rivalités électorales. L'extrémisme violent au Sahel et ailleurs se nourrit de l'incapacité ou du refus d'engager un débat public pour confronter les divisions des sociétés concernées - entre agriculteurs et éleveurs, entre descendants de différentes castes et entre pratiquants de différentes formes d'islam.

Les régimes qui arrivent au pouvoir - par un coup d'État - en promettant de faire le ménage et d'imposer leur légitimité politique affaiblissent également l'État. Les dictatures militaires affaiblissent la culture et les institutions politiques de manière systématique par l'institutionnalisation des rentes et de la cooptation. Les versions modernes proposent une alternative au néolibéralisme sous la forme d'un « État développementaliste » fondé sur l'affirmation que la mission principale de l'État est d'assurer la sécurité et de fournir les services publics et que les libertés et les droits politiques sont autorisés tant que leur exercice n'interfère pas avec cette tâche. Cependant, la fragilité du développement réalisé selon ce principe est évidente dans l'Éthiopie post-EPRDF ou la Côte d'Ivoire post-crise, avec le risque de perdre à la fois les bénéfices du développement et l'État de droit et le respect des libertés.

En d'autres termes, la fragilité des transitions démocratiques formelles est de plus en plus évidente. Les défis de longue date de l'Afrique, tels que le contrôle patriarcal sur le genre et la sexualité, la violence à l'égard des femmes et des personnes de divers genres, la mauvaise gestion de la différence et de la diversité, l'inégalité, la corruption et la faiblesse des dirigeants, la pauvreté et la volatilité économique, restent enracinés dans l'ère coloniale, l'apartheid et la guerre froide. Les acteurs extérieurs continuent à éroder la voix et l'action des Africains. Ces défis persistent en raison de l'échec de la plupart des États africains à transformer les rapports hommes-femmes et l'État colonial. L'Afrique doit relever le double défi de s'attaquer à ses injustices internes, tout en s'attaquant à une hiérarchie mondiale du pouvoir qui continue de l'affaiblir systématiquement.

Le processus de réforme de l'UA qui a débuté en 2016 était un aveu que la Renaissance africaine était dans une impasse et une reconnaissance de la nécessité d'insuffler un nouvel élan en recentrant les priorités de l'organisation et en la rendant plus efficace. Une nouvelle Renaissance africaine devra faire face aux inégalités entre les sexes, à la mauvaise gestion de la diversité ethnique, religieuse et autre, à la menace du changement climatique et à d'autres menaces qu'il est préférable de traiter collectivement.

Si le changement commence par une prédisposition mentale, le continent se trouve en meilleure position de départ grâce au discrédit des théories fatalistes sur l'Afrique. Pendant longtemps, il était de bon ton de croire que les faiblesses structurelles de l'Afrique étaient quelque chose de spécifiquement africain. Mais la crise financière mondiale de 2008 a montré que les continents autres que l'Afrique souffrent des mêmes pathologies et nécessitent les mêmes types de thérapies. Plus personne ne croit désormais que les attaques contre la démocratie ne se produisent qu'en Afrique. L'autoritarisme et le populisme en Europe occidentale et en Amérique du Nord réfutent la thèse selon laquelle la fragilité de la démocratie est uniquement africaine. De même, lors de la crise de la COVID-19, les prévisions pour l'Afrique se sont avérées être erronées.

Dès lors qu'on s'est débarrassé de cette malédiction, il est important de miser sur les atouts de l'Afrique. L'une d'entre elles est la résurrection du féminisme africain. Les féministes africaines faisaient partie des mouvements de libération anticoloniaux. Au cours du XXe siècle, les mouvements féministes africains ont continué à revendiquer la liberté, l'égalité et les droits. Cependant, les mouvements féministes doivent faire face à la représentation erronée du féminisme comme « non africain » et occidental par des femmes et des hommes conservateurs qui souhaitent maintenir les ordres patriarcaux précoloniaux. La même rhétorique hétéronormative est utilisée pour décrire l'homosexualité comme « non africaine » et utiliser les lois coloniales pour menacer et violer les droits des personnes LGBTQI+ sur le continent. Le féminisme africain est un cadre politique identifiant le pouvoir patriarcal, le sexisme et la misogynie comme une source fondamentale d'injustice et d'inégalité et appelant à la liberté de toutes les femmes africaines.

Les institutions publiques ou de la société civile chargées de surveiller les transitions démocratiques apparaissent affaiblies. Mais le vide créé donne naissance à de nouveaux mouvements sociaux plus jeunes qui proposent de nouveaux types d'engagement civique. Les jeunes sont un autre atout. Non seulement l'Afrique a la population la plus jeune, mais ses jeunes sont parmi les plus engagés politiquement. Faisant preuve d'imagination, notamment en maîtrisant de manière innovante les nouvelles technologies de l'information et de la communication, la jeunesse africaine est aujourd'hui à l'avant-garde de la lutte contre l'autoritarisme, l'injustice et les inégalités.

L'un des enseignements de la COVID-19 est que le rétablissement de l'action de l'Etat n'est pas seulement souhaitable - c'est une nécessité. Tout comme l'inaction de l'État a engendré les conséquences sanitaires les plus désastreuses de la pandémie, les effets économiques et sociaux de la pandémie ne peuvent être atténués que par l'État.

Le continent renouvelle également l'élan en faveur d'un multilatéralisme renouvelé et plus juste. Adhérer à la ZLECA au milieu de la vague de replis nationalistes vis-à-vis du multilatéralisme au niveau mondial est un signal. La pression exercée par le Sud pour une justice vaccinale, enracinée dans une position africaine commune unifiée à l'OMC, est un autre de ces signaux. Nous fondons donc nos activités sur le changement afin de restaurer la voix et l'action de l'Afrique, que les populations s'approprient au niveau national et qui sont liés aux mécanismes et processus multilatéraux. Pour obtenir de meilleurs résultats économiques et sociétaux pour les Africains, nous devons conceptualiser nos activités dans le cadre d'une Afrique globale : une Afrique qui cherche à maximiser son impact sur la politique, les politiques et les pratiques mondiales, pour un changement national et continental.

C. UNE NOUVELLE OSF EN AFRIQUE : notre rôle, notre vision, notre mission et nos principes

Rôle: Pour répondre à l'évolution du contexte présenté dans l'analyse du secteur (section B), OSF cherche à intensifier son engagement en Afrique au cours des cinq prochaines années. Pour y parvenir efficacement, OSF intègre ses cinq entités africaines dans une structure et une équipe « Une Afrique », optimisées pour fournir une stratégie « Une Afrique » unique et cohérente, enracinées au niveau local, pertinente au niveau régional, critique au niveau continental et affirmée au niveau mondial. La stratégie « Une Afrique » (2022-6) intervient au moment où OSF devient une organisation plus globale en réaffirmant notre proximité avec les défis locaux, en devenant plus axée sur les régions, en concentrant nos efforts mondiaux sur un nombre réduit de priorités et en adhérant à une approche plus intégrée à travers le réseau - tout cela dans le but d'obtenir des impacts externes significatifs et durables. Les activités de l'OSF est engagé dans l'expression, la justice et l'équité, avec des activités transversales autour du climat et de la justice intersectionnelle. La stratégie « Une Afrique » se propose de promouvoir les mêmes priorités, en se fondant sur les réalités africaines, afin de répondre aux défis transversaux actuels que pose la marche vers une société inclusive.

S'appuyant sur trois décennies d'activités en Afrique, nous restructurons nos activités avec une approche panafricaine des défis et opportunités actuels sur le continent. Ce faisant, OSF deviendra la plus grande philanthropie politique d'Afrique, dans une position unique pour avoir un impact à grande échelle et pour contribuer à des victoires tangibles de la société ouverte. Cette aspiration exige une approche solide de notre encadrement, du suivi et de l'évaluation des résultats ainsi que de l'apprentissage pour atteindre nos objectifs d'impact.

En tant que philanthropie politique, nos efforts se concentreront sur le soutien au changement structurel et sur une vision à long terme de nos activités et de nos partenariats. Nous serons ouverts et disposés à prendre des risques, à expérimenter et à innover dans la recherche d'un impact à grande échelle, notamment en travaillant sur des questions importantes sur lesquelles personne d'autre ne veut s'engager et en tirant les enseignements de nos efforts pour créer des voies pour les autres. Cela a des implications pour le suivi et l'évaluation ainsi que pour les approches et pratiques d'apprentissage que nous devons adopter à l'avenir. Nous chercherons à tirer des enseignements de nos bénéficiaires, de nos propres efforts et de nos expériences afin d'en tenir compte dans nos choix et décisions à long, moyen et court terme. Comme nous adoptons délibérément une approche féministe et intersectionnelle, nous utiliserons des approches et des pratiques féministes pour nos subventions, la création de partenariats et l'apprentissage.

Nous renforcerons le plaidoyer en notre propre nom sur les questions et les situations qui bénéficieraient de la voix, des réseaux, des outils et des ressources d'OSF pour progresser sur des causes que nous partageons avec nos partenaires. Cependant, nous sommes conscients que notre capacité à réaliser des changements transformateurs à grande échelle dépend de la manière dont nous établissons des partenariats significatifs avec d'autres (militants, institutions, mouvements, société civile et gouvernements) afin de redynamiser un écosystème adapté et dynamique de promotion de la justice sociale. Conscients de notre propre capacité en tant qu'institution subventionnaire et de nos limites en tant que marque mondiale, nous comprenons que notre place dans le paysage africain est de jouer un rôle de catalyseur, de collaboration et de soutien en contribuant à la vision ci-dessous.

Vision: Une Afrique intégrée, dynamique, respectueuse de soi et mondialement respectée, caractérisée par une gouvernance démocratique, un développement durable et des systèmes économiques qui produisent des résultats plus justes, inclusifs et responsables avec et pour les populations et l'environnement en Afrique.

Mission: Faire progresser l'équité entre les sexes et les droits des femmes, d'approfondir la démocratie, la gouvernance responsable et le développement inclusif en Afrique par le biais de subventions et de plaidoyers participatifs et stratégiques.

Nous accorderons la prééminence aux idées, aux voix et à l'action des femmes, des jeunes, des organisations et des mouvements africains et nous serons guidés par eux dans la poursuite de notre vision et de notre mission.

Pour y parvenir, nous allons nous développer:

Des partenariats plus égaux et plus efficaces: Nous restons attachés à une pratique inclusive du partenariat, en nous engageant avec les bénéficiaires et les autres parties prenantes avec mutualité et sensibilité aux réalités et exigences contextuelles. Nous évaluerons notre portefeuille actuel afin d'assurer la diversité des partenaires nécessaires à notre mandat panafricain, les niveaux d'engagement appropriés (du local au mondial) et l'échelle pour atteindre les résultats escomptés de cette stratégie. Nous accorderons des subventions plus importantes aux institutions clés pour des périodes plus longues, tout en continuant à investir dans les nouveaux acteurs du changement. Nous mettrons en relation nos partenaires travaillant à différents niveaux et à différentes échelles afin de former des coalitions . Nous continuerons à investir tout notre financement dans les personnes et les institutions africaines sur le continent et dans la diaspora. Pour renforcer l'équité entre les sexes intersectionnelle, nous allons donner la priorité au financement des organisations féminines et dirigées par des femmes et renforcer les investissements dans l'organisation des jeunes féministes. Afin de faire progresser la place de l'Afrique dans le monde et renforcer les voix de l'Afrique et du Sud dans les espaces politiques mondiaux, nous forgerons des alliances Sud-Sud et Sud-Nord plus solides, avec et via nos partenaires. Nos partenariats, y compris avec les gouvernements, seront guidés par notre engagement à soutenir la voix et l'action des personnes en tant que force centrale du changement.

Plaidoyer: Au cours des trois dernières décennies, OSF a soutenu le plaidoyer de ses partenaires et s'est engagé dans un plaidoyer direct. En phase avec l'investissement accru d'OSF dans le plaidoyer et les campagnes, nous intensifierons ces deux voies et assurerons une meilleure intégration et coordination de celles-ci. Nous élaborerons une stratégie de plaidoyer commune à l'échelle de l'Afrique afin de faire progresser les objectifs de cette stratégie. Nous le ferons en consultation avec nos partenaires et les principales parties prenantes, car l'objectif de notre plaidoyer panafricain est de soutenir les initiatives de changement des populations.

Apprentissage: Nous mettrons davantage l'accent sur le suivi, l'évaluation et l'apprentissage afin d'adapter notre parcours vers l'impact au fur et à mesure, étant donné la non-linéarité du changement et l'incertitude de notre époque. Toutes nos activités seront basées sur la connaissance, pour permettre une amélioration continue. Nous voulons être un leader d'opinion dans certains domaines et nous partagerons et utiliserons stratégiquement les connaissances produites avec les partenaires et les parties prenantes concernés. Nous chercherons à surmonter et à rééquilibrer les tendances patriarcales, suprématistes blanches, élitistes, néocoloniales et néolibérales dans notre

¹ Le champ d'action actuel d'OSF se situe dans quatre régions d'Afrique (Afrique de l'Est, Afrique centrale, Afrique australe et Afrique de l'Ouest), avec 3 800 partenaires dans 33 pays (allant des organisations communautaires aux gouvernements) et un budget de plus de 120 millions de Dollars US

production et notre assimilation des connaissances.

Empreinte stratégique: OSF mène actuellement des activités dans 33 pays à travers 11 bureaux. Nous allons recentrer notre présence physique et notre champ d'action continentale par le biais de la stratégie et de la structure « Une Afrique ». Ce faisant, nous trouverons un équilibre entre la proximité des réalités locales et une couverture appropriée du continent, en tirant parti des espaces les plus stratégiques sur le plan politique et en veillant à nous trouver dans les endroits les plus propices aux activités sur la société ouverte.

Les personnes et la culture : Alors que nous nous transformons en une structure « Une Afrique », nous renouvelons notre engagement à construire une équipe panafricaine de pointe, curieuse, audacieuse, collaborative, attachée aux plus hauts standards d'intégrité et orientée vers l'impact. Nous créerons un environnement de travail dans lequel nous nous traitons mutuellement avec empathie et respect, où la diversité de pensée et l'égalité sont encouragées et où les valeurs organisationnelles sont vécues et pratiquées.

Principes: Nous serons guidés par les principes suivants dans tous nos engagements, en interne et en externe:

Solidarité panafricaine: Tout en reconnaissant la diversité de l'Afrique, nous nous donnerons la main, nous soutiendrons et nous collaborerons par-delà les frontières afin d'approfondir et de modéliser les aspirations des Africains à une plus grande intégration et à une unité fondée sur des valeurs communes ;

Egalité: Chacun a le droit d'être traité équitablement et de bénéficier des mêmes droits et opportunités ;

Inclusion: Nous favorisons la diversité et nous nous inspirons des différentes perspectives et contributions de toutes les personnes et communautés dans leurs luttes respectives et interconnectées contre la pauvreté et l'injustice. Nous épousons les mêmes valeurs en interne et notre recrutement, notre personnel et nos interventions respecteront la diversité ;

Humilité: Nous valoriserons les autres et relèverons leurs histoires, admettrons nos erreurs et reconnaitrons la dynamique de pouvoir inhérente à la philanthropie ;

Courage: Nos activités sont fondées sur notre engagement envers l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme. Nous dirons la vérité au pouvoir et ne serons pas redevables à des intérêts sectaires, politiques ou commerciaux. Nous agissons avec la conviction de la justice de nos causes ;

Responsabilisation: Nous assumerons la responsabilité de nos actes et nous prendrons nos responsabilités devant les personnes avec lesquelles et pour lesquelles nous travaillons ;

Innovation fondée sur la connaissance: Nous croyons au pouvoir de la culture, de la connaissance, des récits et des expériences vécues de l'Afrique pour trouver des solutions aux défis de la société ouverte africaine et mondiale. Nous investirons dans le pouvoir culturel, intellectuel, humain et institutionnel de l'Afrique pour faire avancer nos causes de manière innovante ;

Orientation vers la transformation: Nos activités sont centrées sur les initiatives de changement prises par les Africains eux-mêmes. Nous reconnaissons et cherchons à amplifier la voix et l'action des personnes sur leur propre vie et sur les décisions qui les concernent. Nous chercherons à ajouter de la valeur pour obtenir des résultats tangibles pour la vie des personnes, des communautés et des circonscriptions que nous servons.

D. COMMENT LE CHANGEMENT SE PRODUIT: théorie du changement et approches

Théorie du changement: Notre ambition est de contribuer à un changement transformateur aux niveaux national, régional, continental et mondial. Nous sommes guidés par le proverbe africain : si vous voulez aller vite, allez-y seul et si vous voulez aller loin, allez-y avec les autres Nous obtiendrons donc un impact en faisant partie d'un

écosystème panafricain en vue d'une transformation politique et socio-économique motivée par des valeurs de justice économique et sociale. Nous chercherons à obtenir des changements à grande échelle en agissant en solidarité avec les personnes les plus directement touchées par l'autocratie, l'exclusion, les violations des droits de l'homme, l'injustice et la pauvreté, et en amplifiant leur voix et leur action.

Ces activités sont consolidées dans les domaines où OSF suscite l'adhésion et apporte une valeur ajoutée par rapport aux autres philanthropies. Nos activités reposent sur le principe que nous devons soutenir les processus de rééquilibrage du pouvoir dans la vie politique, dans la manière dont l'économie se connecte avec la société et dans la manière dont la dignité des personnes est défendue par leurs droits. Une gouvernance politique et économique défailante et des cadres politiques non viables ont donné lieu à des défis qui se manifestent par le fondamentalisme religieux, une culture de la répression et de la violence, y compris la violence à l'égard des femmes, des soins de santé médiocres et des systèmes éducatifs pauvres et non inclusifs. Notre aspiration est de soutenir la voix et l'action des plus marginalisés et la poursuite progressive de l'expression et de la participation, de la sécurité et des droits, de la responsabilisation et de la justice et des opportunités et de l'équité. Nos activités sont centrés sur la pratique démocratique, le respect des droits de l'homme et les principes de justice économique et sociale.

La dynamique du pouvoir est devenue plus complexe, passant des institutions et des personnes de l'État formel comme principaux interlocuteurs à des réseaux d'acteurs multiples et invisibles. OSF doit soutenir de manière cohérente et efficace les stratégies qui cherchent à rendre visible, à contester et à transformer ces dynamiques de pouvoir. Certains problèmes se manifestent au niveau local mais ont des racines mondiales. Ces problèmes peuvent nécessiter des réponses collectives, panafricaines et mondiales, comme la COVID-19 et le changement climatique. Les élites politiques et économiques en Afrique sont également connectées du niveau local au niveau mondial, et relever les défis causés par la collusion des élites exige une solidarité mondiale au sein et au-delà de la OSF.

Nous croyons comprendre que le changement découle de multiples angles d'influence. Démanteler les structures de pouvoir patriarcales et hétéronormatives et aborder la fragilité, l'inégalité et la pauvreté exige une compréhension du pouvoir visible, caché et invisible qui opprime et profite aux marginalisés. La dynamique du pouvoir évolue constamment d'une manière que nous ne pouvons pas toujours prévoir, et notre approche sera donc ouverte à des ajustements. Nous concentrerons nos efforts là où notre impact sera le plus significatif - là où les gens sont le plus touchés par l'injustice, la discrimination, l'exclusion, l'inégalité et la pauvreté, ou là où notre influence sur les gens, les institutions et la prise de décision a le potentiel de transformer des vies. Pour faire face à cet avenir complexe et imprévisible, nous devons améliorer notre capacité à nous adapter rapidement à des contextes changeants. Notre menu d'approches et d'outils nous permettra d'obtenir un impact distinctif et mesurable. Ce qui suit constitue notre théorie du changement et guidera toutes nos actions.

Pouvoir des gens: Nous amplifierons les voix et les actions des artistes africains, des militants, des universitaires, de la société civile, des mouvements sociaux, des acteurs du secteur privé et de l'État, ainsi que de toutes les autres parties prenantes qui luttent contre la discrimination, l'inégalité, l'injustice, l'impunité et la pauvreté. Nous leur offrirons un soutien financier et d'autres formes d'aide si nécessaire, et nous défendrons leurs intérêts et agirons avec eux pour transformer leur vie. Il s'agit notamment de soutenir la mobilisation et l'organisation hors ligne et en ligne afin de modifier les récits, de changer les opinions et d'impliquer les décideurs aux niveaux national, régional, continental et international par le biais de communications stratégiques.

Équité entre les sexes : Nous adopterons une approche d'équité entre les sexes dans toutes nos activités. Nous donnerons la priorité aux approches et aux solutions qui visent à mettre fin aux discriminations, aux violations des droits et aux injustices subies par les femmes et les personnes non conformistes en matière de genre. Nous adopterons des approches inclusives axées sur une meilleure compréhension et un démantèlement de la hiérarchie et de la subordination, ainsi que sur la manière dont les relations de pouvoir sont à l'origine de l'inégalité, de l'injustice et de la pauvreté (y compris le fondamentalisme religieux, les masculinités oppressives et le racisme systémique). Nous soutiendrons également les personnes LGBTQI+ et non-binaires afin d'affirmer le droit de toute personne à la liberté d'identité de genre et d'orientation sexuelle et de contester la réglementation et le contrôle du corps, des choix et des identités de genre et sexuelles des personnes.

Organisation multisectorielle et interdisciplinaire: Nous construirons des coalitions au sein des pays, des régions et des continents, ainsi qu'entre eux, à travers les disciplines, les questions et les thèmes, du niveau local au niveau mondial. Nous exploiterons le pouvoir de la connaissance collective pour comprendre et répondre aux inégalités, à l'injustice, à l'impunité et à la pauvreté à partir de causes locales, régionales, continentales, du Nord et du Sud. Nous sensibiliserons les personnes sur la manière dont les normes et les institutions (publiques et privées) à l'origine des inégalités, de l'injustice, de l'impunité et de la pauvreté sont liées à travers les zones géographiques, les questions et les thèmes en soutenant et en connectant les communautés, la société civile et les mouvements sociaux à travers les pays et les régions en Afrique et au-delà. Nous nous appuyerons sur leurs connaissances et ferons campagne ensemble pour influencer la prise de décision et trouver des solutions.

Construire le pouvoir Sud-Sud et Sud-Nord: Nous nous engagerons auprès des puissances mondiales du Nord et du Sud, y compris les BRICS, ainsi que dans les principaux processus multilatéraux concernant le développement, la sécurité, le financement du développement, la dette et le climat. Le cas échéant, nous nous engagerons et/ou nous nous associerons avec les CER et l'UA, ainsi qu'avec les banques régionales de développement, les Nations unies et les IFI et d'autres initiatives et institutions multilatérales. Nous travaillerons pour assurer l'impact de l'Afrique au sein d'OSF et dans le monde entier. L'Afrique et les Africains ont des solutions pour les défis africains et mondiaux en matière de gouvernance et de développement. Les défis communs aux différents continents nécessitent des solutions communes et une plus grande collaboration.

Notre théorie du changement soutient le travail avec les partenaires pour mettre en œuvre des interventions catalytiques, spécifiques au contexte et stratégiques pour obtenir un changement positif dans les attitudes et les comportements des populations, du secteur privé, des gouvernements et des organismes régionaux. Notre ambition est d'investir à la fois dans des opportunités à court terme et à fort impact et dans des transformations structurelles à long terme. Si nous investissons dans le renforcement de mouvements de grande ampleur, y compris les nouveaux mouvements de jeunes et de femmes, les approches intersectionnelles et panafricaines, ainsi que les acteurs progressistes de l'État et du secteur privé, ALORS nous construirons une masse critique vers un changement transformateur dans les communautés, les espaces nationaux et sur le continent. Ce qui compte, c'est de faire en sorte que les secteurs privés, les organismes régionaux et internationaux soient plus réactifs et responsables face aux besoins des populations, en particulier des personnes marginalisées.

Comment nous allons travailler pour le changement: Cette stratégie nécessitera en outre des lectures spécifiques au contexte afin de mieux déterminer comment la mettre en œuvre dans nos différentes sous-régions. Des choix tactiques et opérationnels seront faits. Nous ne sacrifierons pas la nuance et la spécificité à la poursuite d'une approche continentale. Nous stimulerons la curiosité et le dynamisme en réduisant les obstacles bureaucratiques, administratifs et financiers qui entravent le financement et le plaidoyer panafricains. Nous utiliserons une série d'approches et d'outils comme suit :

Octroi de subventions: L'accent est mis sur le développement du leadership et l'engagement communautaire afin de faire entendre la voix et les expériences des personnes marginalisées. Les subventions viseront à soutenir la mobilisation et l'organisation des personnes qui luttent contre l'exclusion, l'injustice, l'impunité et la pauvreté. Nous leur fournirons une assistance directe et collaborerons avec eux pour susciter des changements positifs. Pour faire progresser la justice entre les sexes, nous financerons des organisations et des mouvements dirigés par des femmes, féministes et intersectionnels, y compris ceux des personnes LGBTQI+. Nous fournirons un soutien de base flexible et des subventions à plus long terme et utiliserons des approches et des outils féministes de suivi, d'évaluation et de mesure.

Arts et culture : Nous soutiendrons les artistes et les producteurs culturels qui s'attaquent aux causes de la crise et de la fragilité, notamment en racontant les histoires des personnes étouffées, réprimées ou ignorées et en développant les intersections entre le divertissement et la démocratie, les droits et la promotion de la justice économique et sociale.

Production de connaissances et recherche: Améliorer la base de données nécessaires pour le plaidoyer et l'engagement politique. Nous croyons au leadership, à l'action et au pouvoir des institutions africaines de connaissance et de

recherche pour apporter des solutions aux défis africains et mondiaux. Nous investirons dans le renforcement des connaissances et des récits africains fondés sur des preuves. Nous chercherons à apporter de nouvelles idées pour trouver des solutions aux problèmes. Nous soutiendrons les échanges et les apprentissages intergénérationnels pour développer et transférer les compétences.

Rencontres, collaborations et partenariats : Nous élargirons notre rôle fédérateur à l'échelle nationale et continentale en collaborant stratégiquement avec d'autres pour étendre nos connaissances et notre influence collective. Nous trouverons des moyens égaux et flexibles de participer, de s'adapter à leurs méthodes de travail et d'engager notre responsabilité envers eux. Nous adapterons nos approches, processus et systèmes pour garantir une plus grande agilité, innovation, réactivité et respect mutuel dans nos collaborations.

Plaidoyer et campagnes: En intensifiant nos propres actions de plaidoyer et nos campagnes, nous ne comptons pas supplanter les voix et les actions africaines. Nous agissons avec et pour nos bénéficiaires. Notre plaidoyer sera axé et dirigé sur le continent africain, mais nous déterminerons toujours le meilleur point d'entrée (national, régional ou continental) pour faire avancer un objectif de plaidoyer précis, sur la base de notre analyse du contexte et des acteurs, ainsi que de nos propres capacités et de celles de nos partenaires.

Litige stratégique : Il s'agit d'une voie de changement car, à l'ère de l'intolérance politique croissante, les tribunaux sont l'un des rares espaces où l'autorité peut être remise en question, où les dissidents peuvent s'exprimer et où un examen indépendant peut être mené. Nous travaillerons, le cas échéant, avec la JI sur ce point.

Philanthropie africaine et investissement d'impact : L'Afrique dispose d'un secteur philanthropique en pleine expansion, composé de fondations, de fonds d'investissement d'impact et de diverses formes d'outils d'épargne et d'investissement communautaires. En dépit de son dynamisme, les flux de capitaux vers, sur et à travers le continent sont entachés de préjugés sexistes et raciaux. Nous voulons voir un secteur de la philanthropie et de l'investissement plus juste en Afrique, au service des ambitions des Africains, perturbant la dynamique du pouvoir dans la prise de décision et ancré dans un programme de changement autodéterminé. Nous allons : a) soutenir l'approfondissement et le renforcement de la philanthropie africaine et la recherche sur les dons en Afrique ; b) accélérer notre partenariat avec le SEDF et les fonds d'investissement africains pour lutter contre les préjugés, codéfinir l'impact social et garantir des flux de capitaux plus adaptés aux entreprises africaines ; et c) identifier de manière proactive les opportunités potentielles pour aider les femmes et les jeunes à accéder au capital financier pour des investissements à impact social.

Apprentissage: Un principe clé est de tirer les enseignements de ce que nous faisons et de la manière dont nous le faisons pour maximiser notre impact et celui de nos partenaires dans un contexte caractérisé par des besoins accrus et des ressources limitées. Nous adopterons une approche intégrée de l'apprentissage - encourageant l'apprentissage individuel, l'apprentissage en équipe, l'apprentissage organisationnel et l'apprentissage inter-organisationnel avec des boucles et des mécanismes de retour d'information efficaces. Le plus important sera de tirer les enseignements de nos activités sur le terrain - de nos bénéficiaires de subventions et des communautés, qui sont les gardiens de la connaissance de ce qui fonctionne le mieux pour eux.

E. PRIORITÉS, ZONES GÉOGRAPHIQUES ET ÉCHEANCES DU PROGRAMME

Nous appliquerons la théorie du changement ci-dessus pour faire progresser les quatre piliers de nos activités (qui reflètent les piliers mondiaux d'OSF) : Expression et participation ; Sécurité et droits ; Responsabilisation et justice ; et Opportunité et équité. Les piliers sont une vision d'ensemble à travers laquelle nous développons une compréhension de nos activités et de notre valeur ajoutée - à travers des spécificités thématiques et géographiques - et à partir de laquelle nous dérivons nos quatre objectifs stratégiques :

1. *Expression et participation*: Amplifier la voix des gens, en s'organisant intentionnellement pour s'exprimer et participer à la vie publique, contester et perturber l'exercice d'un pouvoir incontrôlé et demander des comptes aux organismes publics et privés ;

2. *Sécurité et droits*: Promouvoir une approche de la gouvernance et de responsabilisation du secteur de la sécurité fondée sur les droits et répondre aux défis actuels et nouveaux en matière de sécurité ;
3. *Responsabilisation et justice*: Promouvoir des démocraties responsables, justes et inclusives, régies par le droit, dans lesquelles les droits sont promus et protégés ;
4. *Opportunité et équité*: Soutenir les normes, politiques et pratiques économiques et sociales progressistes qui créent des opportunités et favorisent l'égalité et les droits.

L'évolution du pouvoir en faveur des femmes et des jeunes est au cœur de nos activités. Nous nous engageons à consacrer au moins 30 % de notre budget d'octroi de subventions, de plaidoyer, de campagne et de programmation globale à des organisations dirigées par des femmes et féministes. Globalement, un minimum de 50 % de notre budget sera consacré à des organisations dirigées par des femmes ou par des jeunes.

Pour atteindre les buts stratégiques, plusieurs objectifs sont conçus comme des catalyseurs critiques et concrets, en utilisant les approches et les outils décrits à la section D. Bien que les thèmes (formulés actuellement comme : gouvernance politique; droits de l'homme; et justice économique) demeurent une manière d'organiser nos activités, cette stratégie à travers les quatre piliers vise à briser les cloisonnements thématiques inutiles et à inspirer la réflexion et l'action concertées intersectorielles pour répondre de manière conjointe aux défis de la société ouverte en Afrique. De même, sur le plan géographique, cette stratégie vise à briser les cloisonnements géographiques artificiels dans la manière dont nous comprenons le continent et dont nous abordons nos activités. De même, sur le plan géographique, cette stratégie vise à briser les cloisonnements géographiques artificiels dans la façon dont nous comprenons le continent et dont nous abordons notre travail. Notre ambition panafricaine collective reposera nécessairement sur des interventions spécifiques dans des pays et des régions clés avec des choix tactiques en matière d'investissements et d'outils à mettre en œuvre, basés sur une analyse contextuelle et intersectionnelle. Nous investirons dans la production de connaissances africaines et dans l'analyse de l'horizon (en interne et en externe) afin de déterminer nos meilleurs points d'entrée pour faire avancer les choses sur une question ou une situation particulière. Dans cette section, les implications géographiques générales sont présentées sous chaque pilier comme des guides qui seront précisés au cours de la mise en œuvre.

Enfin, bien qu'il s'agisse d'une stratégie quinquennale, nous améliorerons notre agilité afin de répondre à notre continent dynamique et de nous adapter si nécessaire à travers les contextes et au fil du temps - d'autant plus qu'il s'agit de la première stratégie d'OSF à l'échelle de l'Afrique, qui sera mise en œuvre par une toute nouvelle structure, « Une Afrique ». Fidèles à nos valeurs, à savoir être axés sur les connaissances, orientés vers la transformation et responsables, nous utiliserons la période 2022-6 pour affiner et renforcer la voie stratégique d'OSF de manière itérative et renforcerons donc notre SEA. Nous sommes attachés à la vision et à l'ambition collectives et panafricaines, mais nous restons flexibles - et réceptifs à l'apprentissage - dans nos réflexions et nos approches pour y parvenir.

1. EXPRESSION ET PARTICIPATION

Objectif 1 : Amplifier la voix des gens, en s'organisant intentionnellement pour s'exprimer et participer à la vie publique, contester et perturber l'exercice d'un pouvoir incontrôlé et demander des comptes aux organismes publics et privés.

Les démocraties inclusives et dynamiques ont besoin de peuples engagés, libres de s'exprimer et de participer aux processus démocratiques. L'expression et la participation sont limitées dans la plupart des pays africains, où l'espace civique et politique est fermé ou en voie de fermeture en raison de la promulgation de lois qui restreignent les libertés politiques et de la marginalisation économique de la plupart des Africains, en particulier les femmes et les jeunes. Pour promouvoir l'expression et la participation, nous soutiendrons la perturbation et la résistance face à la mainmise sur les processus et institutions démocratiques pour se défendre contre la montée de l'autoritarisme. Les investissements iront également à la construction d'un écosystème favorable à l'organisation des personnes en promouvant l'accès à l'information et aux droits numériques ; en soutenant les protections pour les DDH, en particulier les FDDH ; en reconquérant l'espace civique à l'aide d'outils tels que les litiges stratégiques ; en mettant en place de solides réseaux; et mouvements de solidarité; en utilisant les arts et les nouvelles technologies ; et en

contribuant à une meilleure compréhension des acteurs de la captation de l'État.

Géographie Les investissements au titre de ce pilier donneront la priorité aux pays dans lesquels des progrès ont été réalisés et doivent être maintenus et/ou aux pays qui ont besoin d'une consolidation démocratique. Les activités sur la protection des DDH seront mis en œuvre sur tout le continent.

1. Résister à la captation des processus et institutions démocratiques pour se défendre contre la montée de l'autoritarisme

Nous soutiendrons la production de connaissances et l'approfondissement de la compréhension de la captation des institutions et des processus démocratiques (enquêtes, recherche, publication et éducation sur les manifestations et les impacts de la captation, y compris par les entreprises et la technologie, dans certains pays).

Nous soutiendrons l'organisation et la mobilisation des personnes pour repousser la captation et la montée de l'autoritarisme : artistes, organisations communautaires, mouvements sociaux féministes et de jeunesse qui remettent en cause les récits existants et exigent une responsabilisation. Il s'agira notamment de catalyser les dialogues et les débats en reliant les penseurs africains à l'engagement des populations, de mettre en place des collaborations régionales et de soutenir ceux qui dénoncent et contestent les excès des entreprises et les profits excessifs. Nous soutiendrons également les acteurs civiques et les mouvements sociaux dans les espaces ingouvernables. Nous renforcerons l'accès à l'information, le journalisme d'investigation et la mise en forme des récits afin d'exposer et de mettre en lumière la captation et l'autoritarisme et d'utiliser les médias pour amplifier les voix de la résistance. Nous soutiendrons l'examen, l'adoption et la mise en œuvre des mécanismes de l'UA contre la captation.

2. Résister à la captation des processus et des institutions électoraux

La captation des institutions et des processus électoraux signifie que la plupart des élections africaines sont excessivement coûteuses et violentes en cas de résultats électoraux contestés. Nous soutiendrons les initiatives visant à améliorer et à faire respecter l'intégrité des processus et institutions électoraux, y compris l'organisation et le plaidoyer pour délégitimer les élections frauduleuses. Les investissements permettront de renforcer la capacité des populations à faire avancer la réforme électorale et à perturber la captation par la documentation, le journalisme d'investigation, les communications stratégiques et les litiges stratégiques. Nous soutiendrons le déploiement transparent et efficace des TIC dans la gestion des élections. Nous profiterons des moments électoraux pour faire avancer d'autres revendications clés. Nous soutiendrons également la participation des femmes et des jeunes au processus électoral et renforcerons les capacités civiques d'analyse quantitative et qualitative des processus électoraux. Une analyse politique de chaque pays où des activités électorales ont lieu sera effectuée pour orienter les investissements spécifiques.

3. Promouvoir l'accès à l'information, les droits numériques et les médias indépendants

Pour promouvoir l'accès à l'information, les droits numériques et les médias indépendants, nous soutiendrons la création de contenu et la diffusion d'informations crédibles par le biais de plateformes communautaires et d'outils numériques afin de proposer des contre-discours aux tentatives des gouvernements et du secteur privé de désinformer la population. Nous soutiendrons l'éducation aux médias et renforcerons les capacités civiques à détecter et à dénoncer la désinformation et la mésinformation.

Nous soutiendrons le journalisme d'investigation indépendant et les chaînes de médias alternatives, y compris les reportages spécialisés sur l'économie et le changement climatique. Nous soutiendrons les activités sur le changement de discours, en développant la création de contenu et la narration africaine, et en construisant une solidarité régionale et des réseaux pour les reportages transfrontaliers. Enfin, nous soutiendrons un accès plus large et abordable à l'internet et nous investirons dans la protection des journalistes contre les représailles.

Renforcer les droits numériques : Les progrès de la technologie numérique offrent des possibilités accrues pour permettre aux gens d'accéder à l'information et de l'utiliser pour demander des comptes aux gouvernements et aux

autres responsables. Dans le même temps, le recours accru à la surveillance numérique constitue une menace pour la démocratisation, tout comme l'utilisation des coupures d'Internet pour limiter l'expression et la protestation des citoyens. Ces coupures freinent également le commerce, menaçant ainsi les moyens de subsistance.

Nous investirons dans le renforcement des capacités de collecte de données et dans la participation à l'élaboration de lois relatives à la vie privée, à la protection des données et à l'accès à l'information. Il s'agit notamment de soutenir : la réglementation équitable de la technologie numérique de manière à élargir l'accès à Internet et à limiter la surveillance et les biais algorithmiques ; la responsabilisation des grandes technologies sur l'utilisation de la technologie dans la surveillance et l'utilisation d'algorithmes pour alimenter les récits populistes ou la manipulation électorale faisant progresser l'autoritarisme. Nous soutiendrons ceux qui font progresser les droits de l'homme par des moyens non traditionnels, en utilisant de manière créative les médias sociaux comme un espace civique alternatif et en renforçant les compétences des individus et des organisations de première ligne.

4. Promouvoir les arts et la culture pour l'expression et la participation

Nous reconnaissons que les arts et la culture sont à la fois des droits et des outils pour promouvoir l'expression et la participation. Les arts et la culture sont essentiels à l'élargissement de l'espace civique, à la création de voies de sensibilisation, à l'expression dans des espaces fermés et à l'expression des demandes de libération des personnes marginalisées. Les arts et la culture permettent également de diffuser des récits divers, contribuant ainsi à l'émergence de sociétés tolérantes, plurielles et démocratiques. Nous soutiendrons les artistes et les producteurs culturels, notamment par le renforcement des compétences dans les communautés marginalisées, ainsi que par la construction et la promotion de plateformes qui intègrent et renforcent la voix collective des artistes et des acteurs culturels.

5. Soutenir les défenseurs des droits de l'homme dans la promotion des droits et la contestation des abus de pouvoir par les acteurs étatiques et non étatiques

De nombreux États africains s'opposeront à la promotion de l'expression et de la participation, créant ainsi des risques pour les DDH, les FDDH et les champions de la démocratie. Nous soutiendrons et serons solidaires de ceux qui recherchent la justice, la responsabilisation et l'accès équitable aux ressources. Comme les FDDH sont plus à risque, confrontées à une double stigmatisation et au risque de violence sexuelle, elles recevront une attention particulière dans le cadre de ce pilier.

Nous soutiendrons les interventions qui fournissent des ressources et des capacités pour une réponse et une protection d'urgence opportunes et efficaces ainsi que des plateformes de DRH à travers l'Afrique. Pour faire face à la surveillance numérique, nous allons explorer de nouveaux partenariats pour renforcer la sécurité numérique. Nous contribuerons aux plateformes de donateurs capables d'inciter les gouvernements et les institutions intergouvernementales à mettre davantage l'accent sur la prévention. Les outils permettant de faire progresser ce portefeuille comprendront : l'octroi de subventions, les communications stratégiques et le plaidoyer, ainsi que les litiges stratégiques.

RESULTATS ESCOMPTEES

- Des mouvements audacieux, innovants et efficaces qui résistent à l'autocratie et à la captation et réclament leurs droits ;
- Des mouvements de femmes et de LGBTIQ puissants et de grande ampleur qui résistent au patriarcat et à d'autres formes d'oppression et qui font pression sur les gouvernements et les entreprises pour qu'ils respectent les droits des femmes ;
- Une participation civique et une responsabilisation publique accrues pour la distribution des ressources et la prestation de services publics de qualité ;
- Une législation qui protège la vie privée, les données et les droits numériques des personnes ;

- De la diversité et un pluralisme accrus des producteurs et distributeurs d'informations ;
- La mise en lumière des abus de pouvoir et de la corruption grâce au journalisme d'investigation, les affaires étant portées devant les tribunaux et la justice étant rendue ;
- Le recours accru aux litiges stratégiques pour contester les actions arbitraires des États et des entreprises qui violent les droits de l'homme ;
- Des cadres et des plateformes solides pour soutenir les DDH et les FDDH.

2. SECURITE ET DROITS

Objectif 2 : Promouvoir une approche de la gouvernance et de la responsabilisation du secteur de la sécurité fondée sur les droits et répondre aux défis actuels et nouveaux en matière de sécurité ;

Pour stabiliser et faire progresser la démocratie africaine, il faut déployer des efforts concertés pour lutter contre l'insécurité omniprésente sur le continent. L'Afrique est en proie à des problèmes de sécurité qui donnent lieu à des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme et à des crimes graves. L'insécurité prolongée de l'Afrique trouve son origine dans l'échec de la gouvernance politique, des politiques économiques et de l'injustice mondiale, qui se traduit par le chômage, la vulnérabilité aux chocs tels que la COVID-19 et le changement climatique, exposant les femmes et les jeunes africains à la violence des fondamentalistes et des extrémistes religieux et identitaires. Les conflits prolongés se sont transformés en entreprises criminelles, avec des intérêts profondément enracinés qui rendent la résolution difficile. Les territoires non gouvernés contrôlés par des insurgés et des groupes terroristes s'étendent et les effets néfastes de la perturbation du commerce, du changement climatique et de l'(in)sécurité alimentaire appauvrissent les populations et alimentent la violence. La géopolitique au Sahel, dans le Golfe de Guinée, dans le bassin du lac Tchad et dans la Corne de l'Afrique, et son intersection avec diverses élites du secteur privé (intérêts des entreprises étrangères) et de l'État, a permis la captation de l'État et des processus démocratiques par des intérêts militaristes. De nombreux pays qui luttent pour passer à la démocratie sont gouvernés par des régimes militaristes, ce qui fait du militarisme un facteur clé entravant la transformation démocratique. Le Tchad, l'Éthiopie, le Nigeria, le Rwanda, le Sud-Soudan, le Soudan, l'Ouganda et le Zimbabwe en sont quelques exemples. Nous soutiendrons la croissance d'un secteur de la sécurité responsable et encouragerons le contrôle civil des services de sécurité. Nous investirons également dans la modification des discours dominants sur le terrorisme tout en renforçant la responsabilisation à l'égard des violations des droits de la personne qui caractérisent les réactions des États à l'extrémisme violent. Bien que notre cadre général soit celui de la sécurité humaine, pas seulement de la réponse aux crises, nous nous concentrerons sur le lien entre insécurité, crise et droits.

2.1 Apporter notre appui pour une supervision civile et pour un secteur de la sécurité responsable

Nous appuierons les efforts visant à obliger le pouvoir militaire à rendre des comptes aux autorités civiles, ainsi que les réformes du secteur de la sécurité pour tenir compte du rôle des militaires dans les processus et les systèmes démocratiques, notamment en leur demandant de rendre des comptes.

Nous nous efforcerons de comprendre le militarisme par le biais d'une recherche comparative, en cartographiant les opérations sécuritaires dans certains pays. Nous travaillerons avec l'UA et les CER pour élaborer et contrôler des règles et des normes sur le rôle du secteur de la sécurité, y compris l'Agenda 2063 [Libre circulation, Protocoles de Malabo (Cour de justice et droits de l'homme)] et mettre en place des systèmes de contrôle avec l'UA et la CADHP. Nous appuierons les efforts visant à obliger le pouvoir militaire à rendre des comptes aux autorités civiles, ainsi que les réformes du secteur de la sécurité visant à redéfinir le rôle des militaires dans les processus démocratiques, notamment en leur demandant de rendre des comptes. Nous soutiendrons également les actions de plaidoyer visant à informer et à établir des alliances avec des organisations disposant d'une expertise de niche dans le domaine de la sécurité et à contester l'influence des acteurs étrangers dans les armées africaines dans la mesure où elle contribue à une militarisation accrue des processus démocratiques.

2.2 Soutenir le changement de récit sur l'insécurité et le terrorisme

Nous chercherons à modifier les discours dominants sur le terrorisme tout en renforçant la responsabilisation à l'égard des violations des droits de la personne qui caractérisent les réactions des États à l'extrémisme violent. Nous soutiendrons l'analyse factuelle de l'extrémisme violent et mettrons à disposition cette analyse à des fins de mobilisation. Il s'agira notamment de renforcer : la recherche mettant en avant les voix des communautés touchées par les insurrections sur le continent ; et la recherche sur les acteurs étrangers impliqués afin de promouvoir un cadre géopolitique plus nuancé. Nous soutiendrons : le changement de discours en matière de terrorisme, axé sur les lacunes de la gouvernance et l'action communautaire ; ainsi que les demandes du public en matière de transparence juridique et institutionnelle liées au financement et aux accords de coopération militaires et de sécurité.

2.3 La sécurité et la sûreté des femmes et des filles dans les zones de conflit et des groupes minoritaires sexuels et de genre ont progressé

Pendant les conflits, on assiste à une augmentation des violences sexuelles, des grossesses non désirées, des IST, dont notamment le VIH/sida, et les traumatismes. Les femmes et les minorités sexuelles et de genre ont tendance à souffrir de manière disproportionnée. L'accès aux services, en particulier aux services de santé sexuelle et reproductive et aux services psychosociaux, ainsi que l'accès à la PPE, essentielle au rétablissement, sont limités.

Nous investirons dans l'analyse féministe de la sécurisation de la gouvernance politique et économique et soutiendrons les efforts de consolidation de la paix qui renforcent la capacité des parties prenantes à prévenir, arrêter et à tenir pour responsables les auteurs de violences sexuelles.

RESULTATS ESCOMPTES

- Dans certains pays en proie au militarisme ou à l'extrémisme violent les voix des personnes touchées ont été amplifiées afin de trouver des solutions durables ;
- La compréhension des impacts du militarisme et de l'extrémisme violent sur les personnes touchées permet d'éclairer les réponses des États ;
- Les personnes concernées utilisent les normes et mécanismes régionaux ; les acteurs étatiques, non étatiques et externes doivent répondre des violations des droits de l'homme et des crimes graves ;
- Responsabilisation et justice pour les femmes dans des contextes militarisés ou des contextes d'extrémisme violent.

3. RESPONSABILISATION ET JUSTICE

Objectif 3 : Promouvoir des démocraties responsables, justes et inclusives, régies par la loi, dans lesquelles les droits sont promus et protégés

La responsabilisation et la justice exigent que l'État et ses institutions aient la capacité d'agir efficacement et de fonctionner dans le respect de la loi. Dans de nombreux pays africains, une mainmise est exercée sur les institutions œuvrant en faveur de l'état de droit et chargées d'établir la responsabilité. Ces institutions peuvent également être fragiles. Les institutions chargées d'établir la responsabilité sont également patriarcales et ne se sont pas débarrassées de leurs racines coloniales. Les lois coloniales classistes et racistes sont toujours en place, ce qui criminalise de nombreuses personnes. Bien que ces lois aient récemment été contestées avec succès devant la CADHP, elles demeurent le fondement des activités des services de police. L'existence de multiples régimes juridiques (traditionnels, religieux et statutaires) prive les femmes de leurs droits. Ce dispositif juridique et institutionnel sous-tend l'autoritarisme croissant d'aujourd'hui et complique les demandes de responsabilisation dans les cas de violations des droits de l'homme et de crimes graves.

Nous soutiendrons les efforts visant à promouvoir l'État de droit et à lutter contre les abus de pouvoir des États, des acteurs non étatiques, du secteur privé et des acteurs étrangers en vue d'une réforme juridique et institutionnelle, de la responsabilisation et de la justice.

Géographie: Ces activités se dérouleront dans les pays où le renforcement juridique et institutionnel est possible et dans ceux qui connaissent des violations des droits de l'homme, des crimes graves et l'impunité.

1. Promouvoir la transformation et le renouvellement des institutions pour la responsabilisation et la justice

Pour promouvoir la responsabilisation et la justice (y compris la justice entre les sexes), nous soutiendrons la réforme et le renforcement des mécanismes et institutions de contrôle indépendants dans certains pays afin de promouvoir la transparence et la responsabilisation (parlement, système judiciaire, organismes électoraux, droits de l'homme, marchés publics, gestion des ressources publiques et organismes de lutte contre la corruption, ainsi que d'autres mécanisme de surveillance publique tels que le bureau du médiateur).

Nous soutiendrons les réformes des services de police et le renforcement des capacités du ministère public afin d'améliorer les capacités de l'État à rendre la justice et à lutter contre la corruption. Afin d'améliorer l'environnement politique général qui définit le caractère et les performances de ces institutions, nous soutiendrons également l'engagement proactif de la société civile dans la conception et la mise en œuvre de ces réformes par le biais de formations, de plateformes d'engagement civique et de mouvements sociaux, de partage d'expériences et d'apprentissage Sud-Sud, de campagnes et de litiges.) Nous soutiendrons les efforts en faveur d'un écosystème médiatique pluraliste permettant d'enquêter et de dénoncer les abus de pouvoir.

2. Renforcer les mécanismes nationaux, régionaux et continentaux en matière de droits de l'homme et de responsabilisation juridique afin d'améliorer la protection des droits de l'homme et l'accès à la justice

Le droit à un recours effectif pour les survivants et les victimes, sous la forme de normes, d'institutions et de processus constitue le fondement de la responsabilisation. Nous soutiendrons les interventions visant à promouvoir l'indépendance judiciaire et le respect des garanties procédurales dans les procédures pénales. Nous soutiendrons les réformes juridiques et politiques visant à renforcer les institutions chargées des droits de l'homme et chargées d'établir la responsabilité (institutions nationales des droits de l'homme et organismes de surveillance des services de police). Nous aiderons les groupes historiquement marginalisés (femmes, communautés LBTQTI+ et personnes handicapées) à lutter contre la discrimination systémique qui les empêche d'accéder à la justice de ces institutions.

En outre, nous soutiendrons les efforts visant à renforcer les capacités en matière d'enquêtes, de procédures de justice pénale transitoire et internationale, notamment avec : les mécanismes de justice nationaux et sous-régionaux. Nous soutiendrons les efforts de documentation, de contrôle et de plaidoyer des acteurs civiques en faveur de l'obligation de responsabilisation pour les violations flagrantes et systémiques des droits de l'homme et les crimes graves, y compris les violences sexuelles, aux niveaux national, régional et international.

3. Remettre en question le pouvoir des entreprises afin de garantir que les institutions publiques fonctionnent sans mainmise.

Nous soutiendrons les activités sur les entreprises et les droits de l'homme, en mettant en cause les acteurs étatiques et non étatiques qui violent les droits de la communauté en réalisant des profits sans que la communauté puisse en bénéficier, en causant des dommages à l'environnement et en se livrant au pillage, par le biais de la production de connaissances et de la recherche, du journalisme d'investigation, de campagnes visant à dénoncer l'accaparement de l'État et des entreprises et à demander des comptes, de litiges nationaux et extraterritoriaux et d'efforts de réforme des lois, des politiques et des règlements connexes. Nous soutiendrons les voix qui réclament le CLIP et qui veillent à ce que les communautés concernées soient impliquées dans les décisions relatives au partage des bénéfices. Nous soutiendrons également l'examen, l'adoption et la mise en œuvre des mécanismes de l'UA visant à atténuer la

captation des mécanismes de responsabilisation.

4. Soutenir et renforcer les mouvements intersectionnels de grande ampleur pour faire progresser les droits de l'homme et le programme de responsabilisation aux niveaux national, régional et international

Afin d'enraciner les droits de l'homme et la responsabilisation, il est essentiel de protéger les personnes et les mouvements qui sont à l'avant-garde de ces luttes. Le continent a besoin de mouvements intersectionnels de défense des droits de l'homme et de responsabilisation revigorés et solides, qui utilisent de nouvelles tactiques et de nouveaux outils pour répondre efficacement aux besoins de l'époque.

Conscients du potentiel de la jeunesse africaine en tant que moteur du changement, nous aiderons les mouvements de défense des droits de l'homme et de responsabilisation dirigés par des jeunes à élaborer de nouvelles stratégies d'organisation et de mobilisation, à trouver de nouveaux alliés et à redynamiser leur base de soutien. Nous soutiendrons les efforts visant à développer et à faire progresser le leadership des jeunes dans la société civile, la politique et l'économie, notamment par le biais de l'apprentissage transfrontalier, de l'activisme numérique, ainsi que du développement de contenu et du changement du discours.

Nous soutiendrons également la construction de mouvements de solidarité africains pour répondre aux défis en matière de droits de l'homme et de responsabilisation sur le continent, notamment par le biais d'institutions et de plateformes de protection.

RESULTATS ESCOMPTES

- Une gouvernance plus transparente et plus responsable, attestée par l'indépendance accrue et le renforcement de certaines institutions démocratiques, des droits de l'homme et de l'État de droit ;
- Amélioration des lois et des politiques de protection des droits de l'homme ;
- Amélioration des mécanismes permettant de contester le pouvoir et l'influence indus des entreprises ;
- Davantage de citoyens s'organisent et se mobilisent pour former des mouvements efficaces contre l'autocratie et la captation, en exigeant des droits, en contestant l'injustice et en demandant des comptes ;
- Des solutions durables aux conflits prolongés et aux crises récurrentes générées par les personnes les plus touchées ;
- Amélioration de la culture des droits de l'homme et de l'État de droit.

4. OPPORTUNITE ET ÉQUITÉ

Objectif 4 : Soutenir les normes, politiques et pratiques économiques et sociales progressistes qui créent des opportunités et favorisent l'égalité et les droits.

Construire et maintenir des sociétés ouvertes signifie restaurer l'espoir et la confiance qu'un continent de 1,3 milliard d'habitants, dont l'âge moyen est de 18 ans, bénéficie dans le contrat social, la vie politique et les perspectives économiques. L'avenir du continent dépend du fait que les jeunes femmes et hommes, les personnes LGBTQI+ et les autres groupes marginalisés se sentent en sécurité, ont le sentiment d'appartenir à un groupe et peuvent participer à l'amélioration de leurs conditions et de celles de leurs communautés. L'espace pour l'engagement public se referme. Nous devons revitaliser le dynamisme vers le dialogue intergénérationnel, une meilleure représentation et participation, l'accès aux ressources et aux services et la transformation. Les préjugés patriarcaux, la discrimination et d'autres inégalités enracinées dans la culture et la religion et le colonialisme continuent de criminaliser, d'exclure et de violer de larges segments des populations africaines. Les économies africaines continuent d'être basées sur des modèles de développement extractivistes qui génèrent une croissance sans emploi et sont marquées par le

népotisme et la recherche de rente, limités à quelques personnes, souvent un cercle politiquement connecté. Nous voulons nous assurer que les normes et pratiques politiques, économiques et sociales créent des opportunités et favorisent l'équité, la sécurité et les droits, en particulier pour les femmes et les jeunes. Ces activités se concentreront sur les politiques et la réglementation, mais nous sommes conscients de la nécessité d'une appropriation répandue et d'un meilleur service de l'intérêt public. Si l'objectif à moyen terme concerne les politiques et la réglementation, l'objectif à long terme consiste à modifier la dynamique du pouvoir dans la vie publique dans le sens de la justice économique.

1. Accès à la justice et droits des personnes marginalisées

Afin de lutter contre la discrimination, de renforcer l'égalité et de créer une Afrique plus inclusive, nous soutiendrons les réformes juridiques et politiques, ainsi que l'organisation et la mobilisation pour lutter contre les obstacles systémiques auxquels sont confrontées les personnes marginalisées. Nous soutiendrons les contestations (y compris les contestations juridiques) de l'instrumentalisation des lois et des politiques contre l'identité et nous soutiendrons la promulgation de lois et de politiques visant à protéger les droits des personnes marginalisées. Sur le plan structurel, nous soutiendrons les approches et les outils visant à améliorer l'administration de la justice pénale. Les femmes, les communautés LGBTQI+ et les travailleurs du sexe en particulier sont victimes de discriminations juridiques, économiques et sociales.

2. Lutter contre les inégalités en soutenant les politiques et les pratiques transformatrices

Des années de sous-investissement, ainsi que l'affaiblissement et la destruction des institutions publiques en raison de défaillances de la gouvernance interne et de pressions externes, rendent difficile la reconstruction du contrat social. Notre objectif est de renforcer la capacité de la société civile fragmentée à exiger des États plus viables, dotés de ressources suffisantes et responsables, qui donnent la priorité au bien-être par le biais de politiques sociales progressistes.

Santé et éducation en tant que biens publics essentiels: De nombreux Africains doivent faire face à des services publics inexistantes ou défaillants tout en restant incapables de poursuivre leur droit à ces biens publics essentiels, exacerbés par la discrimination systémique fondée sur la classe, le sexe, la race, l'ethnie et d'autres motifs. La COVID-19 offre la possibilité de récupérer des biens publics essentiels (santé et éducation). Nous soutiendrons l'organisation et la mobilisation en faveur de l'action et de la responsabilisation, en mettant l'accent sur les soins de santé et l'assurance universelle ainsi que sur l'éducation. Nous nous concentrerons sur les droits, la gouvernance et le financement de ces biens publics essentiels. Nous investirons dans les institutions chargées de garantir l'accès à la santé et à l'éducation et nous soutiendrons les processus visant à accroître le financement national dans ces domaines. Nous nous efforcerons de faire en sorte que les perspectives et les ambitions africaines influencent également la gouvernance et le financement de la santé et de l'éducation au niveau mondial. Ces activités auront lieu dans des pays sélectionnés, en connectant la société civile à travers les spécialités et les géographies pour soutenir la mise en œuvre des engagements politiques sur la santé et l'éducation des CER et des institutions continentales.

Engagement en faveur de la politique sociale, mené par des femmes et des jeunes : Nous soutiendrons les mouvements en faveur de la protection sociale et investirons dans la création d'options politiques en la matière, notamment en renforçant le pouvoir de négociation des travailleurs (femmes) du secteur informel et en travaillant avec les États, les CER et l'UA sur l'harmonisation, la mise à l'essai et la mise en œuvre de cadres transnationaux. Il s'agit d'un espace dans lequel peu de philanthropies sont prêtes à investir, et dans lequel nous pensons qu'un changement évolutif peut émerger. Enfin, nous soutiendrons les activités visant à la reconnaissance continentale de l'économie des soins en tant qu'élément constitutif de l'économie, y compris par des alternatives féministes panafricaines actuellement sous-financées. Bien que ces activités soient transnationales, nous identifierons un ensemble limité de pays présentant des opportunités politiques pour faire progresser des cadres évolutifs et reproductibles.

3. Soutenir les catalyseurs et les réformes économiques en faveur d'économies durables, inclusives et centrées sur les personnes

L'Afrique doit à la fois s'attaquer aux déficiences économiques internes et, à l'extérieur, tirer parti de la coopération Sud-Sud pour transformer l'architecture financière internationale. Les deux requièrent une volonté politique soutenue et une intégration africaine, permettant au continent de s'exprimer et d'agir comme un bloc unifié.

Soutenir la justice fiscale au niveau national et mondial, pour financer le développement: La fiscalité reste un outil puissant pour lutter contre les inégalités nationales et mondiales. Nous nous appuyerons sur l'élan mondial en faveur de la fiscalité, sous l'impulsion des demandes persistantes des pays du Sud, pour réformer les règles fiscales mondiales et favoriser un continent plus autonome et indépendant, moteur de son développement économique. Ces activités renforceront l'élan africain et mondial en faveur de l'endigement des flux financiers illicites en soutenant les synergies entre la recherche, la société civile et les mouvements afin d'exercer une pression politique en faveur de l'action, dans certains pays où les besoins sont les plus pressants et où des ouvertures politiques existent. Au niveau national, nous investirons dans la lutte contre la corruption dans la gestion des ressources publiques. Au niveau continental, nous soutiendrons les institutions relevant de l'architecture financière africaine (la Banque centrale africaine, les autorités africaines de régulation financière, les institutions fiscales africaines et les agences de notation africaines) et les appels à la réforme de l'architecture financière internationale (les politiques fiscales et monétaires à l'origine des crises cycliques de la dette en Afrique ainsi que la réglementation des acteurs du secteur privé). En ce qui concerne la dette souveraine, nous appuyerons également les mécanismes nationaux de responsabilisation.

Mettre le commerce et l'investissement au service des Africains: La ZLECA a le potentiel de rompre avec les accords commerciaux existants et d'être une force progressive de changement. Elle pourrait devenir un point de ralliement pour les peuples, la société civile, les travailleurs formels et informels (les femmes) et les décideurs politiques afin de s'engager autour des règles et règlements qui façonnent nos économies et notre activité économique. La ZLECA doit encore finaliser les protocoles de la phase II sur l'investissement, les droits de propriété intellectuelle (PI) et la politique de concurrence. Tous ces éléments ont une incidence sur la capacité des États à conserver leur indépendance politique, à faire respecter les droits, à créer des opportunités et à faire progresser le développement durable et la gestion du climat. Pour promouvoir un agenda centré sur les droits et les opportunités, nous soutiendrons la représentation et le pouvoir de la société civile et des entreprises locales dans l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre de la ZLECA ; promouvoir une approche sexospécifique en ce qui concerne le travail formel et informel et les entreprises locales; et soutenir les espaces multidisciplinaires pour l'expertise africaine et l'activisme en faisant progresser les propositions de réforme en ce qui concerne le genre et la justice climatique. Ces activités auront une perspective sous-régionale et continentale et seront menées par des organisations fédératrices ayant accès aux espaces bilatéraux et multilatéraux de commerce et d'investissement.

Réforme de la gestion des ressources naturelles: Le continent reste économiquement dépendant en raison d'un modèle de développement extractif. La gestion des ressources naturelles (au-delà des secteurs minier et gazier, jusqu'aux forêts, rivières et mers d'Afrique) doit être transformée en ce qui concerne la propriété nationale et les chaînes de valeur. Au-delà du programme de responsabilisation (transparence et droits des communautés), nous soutiendrons les demandes de transformation et de transition des industries extractives vers des industries plus diversifiées, centrées sur les personnes et sensibles au climat. Ces activités se dérouleront à l'échelle continentale en soutenant la mise en œuvre de cadres régionaux et continentaux de gestion des ressources naturelles, tels que la vision minière africaine de l'UA.

Soutenir les propositions de l'Afrique et du Global South sur les nouveaux modèles de développement économique: Nous reconnaissons la violence d'une vision néolibérale et financiarisée du développement, non réglementée et non contrôlée, qui dévalorise le bien-être des personnes et des communautés. Nous soutiendrons les espaces et les processus permettant aux penseurs, aux activistes et aux décideurs africains de remettre en question les orthodoxies économiques de manière à refléter les contextes et les priorités de l'Afrique et à aller au-delà de la critique pour créer de nouvelles idées. Nous appuyerons la réforme de l'enseignement de l'économie dans les institutions africaines

et soutiendrons les économistes féministes africaines. Nous soutiendrons la communication et l'engagement pour inciter le public à soutenir les nouveaux modèles économiques.

Technologie, gouvernance et opportunités: La quatrième révolution industrielle est prometteuse en ce qui concerne l'engagement public, la création d'emplois, les nouveaux moyens de guérir les maladies, la lutte contre le changement climatique, etc. Mais elle peut aussi concentrer la richesse et le pouvoir et accélérer les inégalités. La technologie façonnera également la dynamique géopolitique, avec des effets potentiellement négatifs sur l'Afrique, site de guerres par procuration. La technologie est essentielle pour permettre aux gens de renforcer leur pouvoir et d'accroître l'accès aux opportunités. Pourtant, il n'est pas certain que les pays africains, la société civile, les entreprises et les citoyens se positionnent pour des conversations et des actions sur les droits numériques, la cybersécurité, la neutralité du réseau, le contrôle et la captation des entreprises, la propriété intellectuelle, les normes éthiques, etc. Nous soutiendrons la croissance d'un écosystème d'universitaires, d'artistes, d'activistes et de décideurs africains équipés pour s'engager sur la manière dont les technologies numériques peuvent faire progresser la transformation. Nous apporterons notre soutien :

Transitions numériques axées sur les personnes, inclusives et responsables: Les progrès de l'automatisation de l'industrie minière, des secteurs financiers et des services, du commerce et de la technologie climatique auront des répercussions sur les politiques et les pratiques en matière de travail, de fiscalité et de concurrence, ainsi que sur l'économie dans son ensemble, notamment sur les opportunités et l'équité. Nous travaillerons avec les régulateurs et la société civile pour : soutenir l'engagement politique sur l'avenir du travail et de la fiscalité ; lutter contre la collusion entre les plateformes numériques et les gouvernements en matière de politique ; et soutenir le dialogue sur les technologies vertes et la gestion des ressources naturelles.

Encourager l'élaboration d'une vision africaine sur l'intersection de la technologie et de la société: Les Africains doivent réfléchir plus attentivement à la manière dont le progrès technologique rapide façonnera la vie politique, économique, sociale et culturelle. Nous soutiendrons des plateformes plus robustes pour déconstruire et reconstruire les visions du changement compte tenu des évolutions technologiques. Ces activités soutiendront les espaces de réflexion existants ou nouveaux, les groupes de réflexion ou autres espaces de recherche, les initiatives d'idéation non orthodoxes et les penseurs en vue de la co-création de visions africaines sur l'avenir numérique.

4. Gouvernance climatique mondiale équitable et justice, fondée sur les droits de l'homme

Renforcer l'action africaine et les mécanismes de gouvernance, de financement et de justice en matière de changement climatique : Le changement climatique restera une menace existentielle pour la vie et le progrès de l'humanité. Alors que la lutte pour trouver des solutions technologiques, politiques, économiques et sociales progresse, les États et les peuples africains doivent non seulement s'engager, mais aussi renforcer les principes de responsabilité équitable et partagée. Il est nécessaire de constituer un capital politique national (régional et continental) en faveur d'un leadership plus progressiste et d'un alignement des politiques et réglementations climatiques sur la fenêtre d'opportunité pour de nouvelles activités économiques, l'emploi et la justice environnementale. Les secteurs critiques pour le continent sont l'énergie, l'agriculture, les terres, l'eau et les marchés du carbone. Notre objectif est de développer le capital politique et social pour l'action climatique, de s'engager dans la gouvernance mondiale du climat et de s'attaquer aux crimes environnementaux. Nous soutiendrons le développement de l'organisation et de la mobilisation des parties prenantes, l'accélération de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies nationales d'adaptation et d'atténuation du climat et la promotion de la biodiversité africaine.

Nous allons: nourrir une vague de coalitions de peuples dirigées par des femmes et des jeunes, des mouvements qui utilisent la recherche climatique centrée sur l'Afrique pour participer aux négociations sur le climat au niveau national et mondial; soutenir le plaidoyer sur les programmes africains en matière de changement climatique; soutenir le plaidoyer en faveur d'un financement climatique plus transparent, plus juste et plus responsable ; et d) soutenir l'organisation et la mobilisation pour lutter contre les crimes environnementaux dans certaines régions.

RESULTATS ESCOMPTEES

- Renforcement et connexion des communautés civiques (activistes et mouvements environnementaux) dans les pays et sous-régions en vue d'une solidarité et d'une action sur la prise de décision et la politique ;
- Une meilleure coordination civique sur les exigences de transparence et de responsabilisation en matière d'action climatique ;
- Nouvelles réflexions et modèles de développement économique alternatifs sur les transitions justes ;
- Une participation africaine et africano-centrée plus stratégique (étatique et non étatique) aux réponses mondiales au changement climatique.

5. DROITS DES FEMMES

Nous reconnaissons les menaces qui pèsent sur l'autonomie corporelle des femmes (droits sexuels et reproductifs et violence sexuelle), l'autonomie politique des femmes (fermeture de l'espace d'organisation et de mobilisation, conflits et insécurité) et l'autonomie économique (la corruption qui prive les femmes de la sécurité économique et sociale dont elles ont tant besoin, ainsi que l'impact de la COVID-19 sur les droits socio-économiques). Nous soutiendrons le terrain dans l'établissement d'un agenda pour la justice de genre et les droits des femmes. Nous veillerons à ce que toutes nos activités fassent progresser la justice entre les sexes et les droits des femmes dans les quatre autres piliers. Nous apporterons un soutien technique à l'équipe de direction pour lui permettre de s'assurer que nous sommes à la hauteur pour les femmes.

Le travail féministe a contribué à la croissance des mouvements SRHR et LGBTIQ, ainsi que des jeunes mouvements féministes et des travailleurs du sexe. Celles-ci ont été parfois solides et parfois stagnantes, souvent en raison d'un manque de ressources. Les concepts de genre et de sexualité sont dynamiques et, en travaillant dans un cadre binaire, certaines interventions se sont avérées excluantes. L'inclusion des trans, des intersexes et des non-conformes en tant que genres a été limitée, ce qui montre que la justice de genre est plus complexe et que notre compréhension de celle-ci doit être élargie pour garantir qu'aucun genre ne soit marginalisé ou exclu.

Dans les mouvements établis ou naissants, les femmes marginalisées ont dû faire face à l'intolérance culturelle et religieuse, à l'exploitation et à la violence sexuelle. Les mouvements ne peuvent fonctionner de manière isolée et doivent faire preuve de solidarité entre les différentes formes de marginalisation et d'inégalité. La lutte pour la justice de genre est liée aux luttes de libération homosexuels, aux luttes des jeunes femmes, aux luttes syndicales et économiques, aux luttes pour la justice climatique et aux luttes pour la justice raciale. La construction d'un mouvement féministe intersectoriel est un impératif.

1. Positionner les droits des femmes africaines au niveau mondial

Nous nous associerons à d'autres entités de l'OSF ainsi qu'à d'autres acteurs mondiaux pour faire progresser la visibilité et la voix des femmes africaines dans le monde en créant et en soutenant des plates-formes et des espaces de femmes africaines diverses, de leurs communautés, de leurs organisations et de leurs associations communautaires, organisations, réseaux et mouvements pour s'engager en interne et en externe.

2. Renforcer le secteur pour ancrer les activités des autres piliers

Nous appuierons le secteur pour définir l'agenda de la justice de genre et des droits des femmes dans nos quatre autres piliers. Les crises de gouvernance dans plusieurs pays (entraînant la fermeture de l'espace civique et l'épuisement des financements), la montée des mouvements anti-genre et la COVID-19 ont entraîné la réduction ou la fermeture d'organisations de défense des droits des femmes. Nous devons aider à relancer le secteur notamment en associant les différentes luttes. Mais il y a aussi eu des changements positifs, qui nous donnent l'occasion d'influencer et de reconstruire le secteur de manière positive.

3. Soutenir les mouvements féministes intersectionnels

Des formes d'oppression imbriquées et des défis de plus en plus complexes façonnent la politique mondiale, appelant à des mouvements intersectionnels qui sont inclusifs dans leur forme et leurs approches. Nous associerons des mouvements qui ne sont généralement pas connectés et explorerons, concevrons et exploiterons des modèles de soins et des cadres curatifs.

4. Renforcer la production et l'assimilation de connaissances féministes intersectionnelles

Nous donnerons la priorité à la production et à l'utilisation de connaissances féministes et intersectionnelles afin d'éclairer notre façon d'interpréter le monde et d'améliorer la qualité de nos activités et de nos partenariats. Les connaissances et les récits féministes nous permettront d'aller au-delà des binaires du Nord et du Sud et d'aborder la question des dynamiques de pouvoir entre les sexes à l'échelle mondiale.

RESULTATS ESCOMPTES

- OSF donne la priorité à la justice de genre et aux droits des femmes dans toutes ses activités ;
- OSF est un contributeur clé et un partisan de la justice de genre et des droits des femmes, avec au moins 30% de nos budgets consacrés à ces questions dans tous les piliers ;
- Des mouvements féministes intersectionnels et intergénérationnels solides et dotés de ressources ;
- Des idées alternatives sur les réalités politiques, économiques et sociales des femmes africaines ;
- Les connaissances et pratiques féministes africaines façonnent les stratégies, programmes et initiatives en matière de justice de genre et de droits des femmes ;
- Les femmes africaines affirment leurs droits en multipliant les formations, organisations, réseaux et mouvements de défense.

6. INITIATIVES SPÉCIALES

Trois initiatives spéciales soutiendront nos ambitions stratégiques, chacune servant des objectifs distincts et couvrant tous les piliers. Ces éléments ne sont pas parallèles à nos activités, ils sont des catalyseurs centraux et fondamentaux qui relient les piliers.

1. Redynamisation de la société civile panafricaine : décolonisation du monde universitaire et influence accrue de la recherche et des politiques

Un financement et un soutien plus substantiels, flexibles, à plus long terme et prévisibles pour les acteurs du changement en Afrique (l'initiative Sunrise): La société civile africaine, qui opère dans plusieurs pays et s'engage auprès des institutions continentales, est confrontée à des défis importants et de longue date. Elles ne disposent pas de moyens de financement suffisants, ce qui entraîne des lacunes en matière de gouvernance, de leadership et de stratégie. Elles ne sont pas en mesure de soumettre leurs idées à des tests rigoureux aux niveaux requis. Nous consacrerons une injection initiale d'au moins la moitié de notre budget à un financement de base, flexible et prévisible pour un écosystème d'organisations fédératrices aux niveaux continental, régional, national et local (y compris l'allocation de 30 % aux organisations dirigées par des femmes et des jeunes).

Notre soutien ne se résumera pas à du financement et permettra à nos acteurs du changement de développer de meilleures voies qui vont vers le développement durable en intégrant le développement organisationnel dans nos subventions. Cette initiative nécessitera au moins deux personnes dédiées, dont l'objectif principal sera d'assurer la clarté de l'objectif, l'évaluation et l'apprentissage, soutenues par un groupe représentatif de tout le personnel chargé des programmes. L'initiative n'est pas autonome (en dehors de nos subventions habituelles). Il s'agit d'un engagement clair sur la manière dont nous allouerons notre budget dans le cadre de cette stratégie. Au terme

du cycle de vie de cette stratégie et après évaluation, il est possible de poursuivre ces activités par le biais d'une dotation dotée d'un mandat ciblé.

Centre de politique continentale: Nous mettrons en place un centre politique qui servira de plateforme à la société civile africaine pour engager l'UA à Addis-Abeba de manière plus robuste et durable. L'objectif est de faire progresser la mise en œuvre — et de remettre en question la régression — des normes continentales liées à nos piliers en soutenant une nouvelle série d'organisations panafricaines qui militent pour l'UA centrée sur les personnes que nous voulons. Le centre politique servira également d'espace focal pour l'engagement politique d'OSF avec l'UA, aux centres politique d'OSF à Bruxelles et DC. L'augmentation du capital de plaidoyer d'OSF dans le Sud fait partie de la transformation d'OSF en une organisation plus globale avec une empreinte géographique stratégique, en phase avec notre contexte géopolitique multipolaire.

Initiatives africaines en matière d'éducation, de recherche et d'enseignement supérieur mieux dotées en ressources et mieux connectées : Le sous-investissement chronique, la politisation de l'héritage colonial et l'ajustement structurel a creusé le fossé entre les espaces de recherche bien dotés au niveau mondial et ceux du continent. La qualité des recherches menées sur le continent sera un atout pour façonner nos sociétés dans un monde globalisé. La décolonisation de l'enseignement supérieur est une priorité. Nous soutiendrons les initiatives et les réseaux universitaires, de recherche et d'enseignement supérieur.

2. Faire progresser l'influence africaine dans le monde

Compte tenu de l'intérêt accru des acteurs extérieurs pour l'Afrique, de la géopolitique actuelle, qui offre à l'Afrique de nouvelles possibilités et de nouveaux défis pour s'affirmer au niveau mondial, et de la fragmentation des positions de la politique étrangère africaine, il est essentiel de créer un Institut africain des relations internationales pour traiter ces questions. L'Institut servira de ressource indépendante, appartenant à l'Afrique et dirigée par elle, pour les universitaires africains, la société civile, le secteur privé, les décideurs politiques et les États membres de l'UA, afin de produire une analyse de données de qualité, afrocentrique et orientée vers la politique étrangère, articulant les intérêts panafricains stratégiques et à long terme qui placent les peuples africains au centre et renforcent les relations de l'Afrique avec le reste du monde. Il n'existe pas d'institut de ce type à l'heure actuelle. Une attention particulière sera accordée aux femmes africaines dans le domaine des relations internationales, créant ainsi des opportunités intergénérationnelles pour les futurs chercheurs et décideurs africains d'interagir avec nos anciens diplomates, médiateurs et commandants de forces chevronnés, d'aller au-delà des relations internationales centrées sur l'État et d'encourager les acteurs non étatiques à tenir un rôle déterminant de promotion des relations internationales. Notre rôle est de stimuler et de lancer cette initiative en essayant plusieurs idées destinées à converger vers l'Institut.

RESULTATS ESCOMPTES

- Engagement soutenu de la société civile auprès de l'UA ;
- Un institut africain des relations internationales qui s'attaque à la fragmentation structurelle de la politique étrangère africaine ;
- Des chercheurs africains, des organisations de la société civile et des décideurs politiques actuels engageant d'anciens diplomates, médiateurs, commandants de forces et institutions continentales.